

# la lettre du Hérisson

LH N°230  
> JUILLET 2008

**PICARDIE NATURE**  
BP 50835 - 80008 AMIENS cedex 1  
Tél. 03 62 72 22 50  
[www.picardie-nature.org](http://www.picardie-nature.org)

EUROVIGNETTE



STOCKAGE DU CARBONE

AGROCARBURANTS

PROTECTION DES SOLS

PRESIDENCE FRANCAISE  
DE L'UNION EUROPEENNE  
UNE CHANCE POUR  
L'ECOLOGIE  
EUROPEENNE?



[WWW.FNE.ASSO.FR](http://WWW.FNE.ASSO.FR)

LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION  
DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

dans ce numéro...

**A LA UNE**

Présidence française de l'union européenne la feuille de route sera climatique et environnementale > P.4

**ACTUALITÉ**

Projet de loi Grenelle : les multiples reports de calendrier sont-ils de bon ou mauvais augure ? > P.8

La loi OGM, obtenue aux forceps, soulève de multiples questions > P.9

FNE renforce son partenariat avec la SNCF pour aller plus loin dans la protection de l'environnement > P.11

Demain, la publicité lavera plus vert que vert > P.24

**AGRICULTURE & FORÊT**

ENTRE NOUS > P.12

**POSITION**

Forêt et changements climatiques : une alternative au changement des essences > P.14

« Réduire de 50 % l'usage des pesticides [...] si possible... » Retour sur l'engagement de Nicolas Sarkozy dans son discours du 25 octobre 2007 de clôture des négociations du Grenelle > P.15

**TERRITOIRE**

Forêt : produire plus de bois tout en préservant mieux la Biodiversité > P.16

**INTERNATIONAL**

Bilan de santé de la PAC : un diagnostic très « libéral » et des remèdes à court terme > P.18

**BIODIVERSITÉ**

La France persiste dans sa volonté de gérer le loup pour la période 2008-2012 > P.20

Relaxe du chasseur qui a abattu Cannelle : FNE fait appel > P.22

**CARNET DÉCOUVERTE** : Le blaireau et l'homme : pour une cohabitation pacifique > P.23

# L'écologie, moteur du projet européen ?

Paris, le mardi 8 juillet 2008

**D**epuis le 1er juillet, la France préside aux destinées de l'Union européenne pour une durée de six mois. Six mois, c'est court, très court même pour essayer de donner un second souffle à la construction européenne. France Nature Environnement sera bien sûr plus particulièrement attentive à la manière dont l'Etat fait progresser la protection de l'environnement au niveau européen.

Dans ce domaine, la France affiche des priorités au premier rang desquelles on trouve le paquet « énergie-climat ». Lors de son intervention télévisée à la veille de la Présidence française, le Président de la République a présenté ce dossier comme le plus difficile de sa présidence. Espérons que l'obstacle sera franchi et que ce fameux paquet sera adopté par les 27 avant le 31 décembre.

Nous ne cacherons pas notre inquiétude à propos de l'adoption de certaines mesures comme la limitation des émissions de gaz à effet de serre. Alors que l'objectif chiffré de 120g/km à l'horizon 2012 semblait établi, nous apprenons que la France et l'Allemagne se sont mises d'accord pour remonter le taux à 138g et reculer l'échéance à 2015. Outre le fait qu'une décision bilatérale ne saurait se substituer à un accord entre les 27, cet accord ne présage rien de bon...

Directive sur la protection des sols, bilan de santé de la PAC, eurovignette : les dossiers environnementaux à aborder dans le cadre de cette Présidence ne manquent pas. Le télescopage entre le calendrier européen et celui du Grenelle de l'environnement ne facilitera pas la tâche d'un gouvernement qui doit mettre en oeuvre les décisions actées lors des tables rondes d'octobre 2007. Sans quoi, l'anniversaire du Grenelle risque d'être bien triste...

Le gouvernement, en organisant le Grenelle de l'environnement, a voulu afficher son ambition en ce qui concerne la thématique environnementale. L'occasion lui est donnée de transformer l'essai en devenant le moteur de l'écologie européenne.

Union européenne et Grenelle de l'environnement : deux projets qui ne doivent pas s'essouffler, deux projets qui ont besoin de l'adhésion des citoyens pour s'inscrire dans la durée, deux projets qui ne peuvent pas décevoir...





FRANCE NATURE  
ENVIRONNEMENT

[www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

Agir,  
c'est dans  
ma **nature**



Protection des espèces en danger,  
préservation des milieux aquatiques et terrestres,  
promotion d'un développement durable et équilibré des territoires...

Depuis plus de 30 ans,  
France Nature Environnement  
oeuvre sur tout le territoire français  
pour la préservation  
de notre environnement

## Et vous, qu'attendez-vous pour agir ?

Si vous partagez les mêmes idées, vous avez les moyens d'agir et d'aider  
France Nature Environnement à réaliser ses missions !  
Le Crédit Coopératif met, à votre disposition, deux produits solidaires  
pour aider à préserver l'environnement.

## Quand banque rime avec solidarité

Fort d'un réseau de près de 70 agences en France, le Crédit Coopératif propose  
une alternative aux produits bancaires classiques avec sa large gamme  
de produits solidaires.  
En association avec des organisations à vocation éthique et humanitaire,  
le Crédit Coopératif associe la solidarité avec l'épargne depuis plus de 20 ans.

## N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Tous les avantages des produits bancaires classiques...  
...la solidarité en plus  
Venez découvrir les produits solidaires développés  
par le Crédit Coopératif  
<http://www.banque-solidarites.coop>

### Le livret Agir

-Le livret est rémunéré au taux du livret A + 1 %  
-La moitié de vos intérêts annuels est reversée à  
France Nature Environnement  
-Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

### La carte Agir

-3 euros sont versés immédiatement  
à France Nature Environnement par le  
Crédit Coopératif à la souscription  
- 0,06 euros sont versés,  
par le Crédit Coopératif à chaque  
utilisation de la carte, en France  
ou dans le monde

# Notre énergie, c'est vous !

Pour faire un don en ligne:  
[www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)



FRANCE NATURE  
ENVIRONNEMENT

**OUI**, je souhaite soutenir l'action  
de France Nature Environnement contre  
la dégradation de notre environnement

Je fais un don de :

☐ 20 € ☐ 50 € ☐ 80 €

☐ Autre montant :  €

Nom :

Prénom :

Adresse :

Coupon à joindre au chèque libellé à l'ordre de France Nature Environnement  
Envoyez votre don à :  
France Nature Environnement / 6 rue Dupanloup / 45000 Orléans

La loi de finance vous permet de déduire directement de vos impôts 66 % de vos dons dans  
la limite de 20 % de votre revenu imposable. Conformément à la loi Informatique et Libertés  
du 6 janvier 1978. En vous adressant au siège de notre association, vous pouvez accéder  
aux informations vous concernant et demander leur rectification ou suppression.

# PRÉSIDENCE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE LA FEUILLE DE ROUTE SERA CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

par Céline GIRAUDEAU,  
chargée de mission *Europe*  
& affaires internationales

Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, la France assurera la présidence de l'Union Européenne (UE) jusqu'au 31 décembre. La politique de l'énergie et du développement durable a été fixée parmi les priorités. Nombre de propositions vont être négociées durant cette Présidence. La fédération France Nature Environnement souhaite que l'ambition annoncée soit à la hauteur des enjeux et défis planétaires à relever. Lors des conclusions des tables rondes du Grenelle en octobre 2007, la présence souhaitée et remarquée du président de la Commission Européenne devait montrer l'engagement de la France au niveau européen, tout en y rappelant la nécessité des décisions européennes, notamment en matière de fiscalité environnementale et de politique énergétique. FNE espère que la Présidence de l'UE sera l'occasion de faire prendre conscience de l'importance des décisions européennes dans la politique environnementale. De nombreux engagements du Grenelle sont de la compétence de l'UE, il est donc primordial de rapprocher les citoyens de son fonctionnement pour une participation justifiée aux débats publics européens.



© Tony M.

## UN PROGRAMME D'ACTION AMBITIEUX

L'ambition de la France s'affiche à travers un programme d'action, qui devrait couvrir la lutte contre le changement climatique concrétisée par la proposition du « paquet énergie-climat », composé de textes sur le système européen d'échange de quotas de carbone, sur les énergies renouvelables et sur le captage et stockage du carbone (voir encadré), la recherche d'un accord « post-Kyoto », la défense de la biodiversité, la gestion des déchets et la promotion d'un développement durable.

Le premier engagement fort de l'UE pour le climat a été pris en mars 2007 :

- **AUGMENTER** de 20% l'efficacité énergétique d'ici 2020 ;
- **DÉDUIRE** de 20% les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020, de 30% avec un accord international ;
- **ATTEINDRE** 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique d'ici 2020 ;
- **ATTEINDRE** une proportion de 10% d'agrocarburants dans la consommation totale du transport d'ici 2020 ;



## AGROCARBURANTS. PÉNURIE ÉNERGÉTIQUE ET RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DES GAZ À EFFET DE SERRE.

L'objectif d'incorporer 10 % d'agrocarburants dans les carburants conventionnels suppose la culture de 2 à 3 millions d'hectares dédiés à cette production (soit environ 20 % des surfaces labourables françaises) et/ou l'importation d'éthanol de canne à sucre brésilien et d'huile de palme indonésienne ou malaisienne. Dans tous les cas, une concurrence féroce entre production alimentaire et production énergétique est donc inévitable. Comme les filières tropicales sont plus efficaces et moins chères que les filières européennes, nous rouserons alors plus propre grâce à la déforestation massive de l'Amazonie et des forêts tropicales asiatiques. Plus propre ? Le bilan carbone des agrocarburants ne montre qu'une simple réduction des émissions pour les filières européennes. Par contre, s'ils sont issus des cultures tropicales, le bilan s'aggrave lourdement puisque la déforestation par brûlis se traduit par la remise en circulation du carbone organique de la biomasse forestière. Les millions d'hectares de palmiers à huile, alignés comme des champs de poireaux, et qui seront indispensables pour satisfaire aux objectifs d'incorporation européens et français, seront donc des sources importantes de CO2 et une perte incommensurable en terme de biodiversité. A l'échelle planétaire, les agrocarburants ne constitueront qu'un appoint marginal à nos besoins énergétiques parce que les surfaces disponibles ne pourront jamais satisfaire simultanément besoins alimentaires et besoins énergétiques. La seule solution viable pour limiter notre dépendance en carburant, consiste à repenser la logique du tout camion et des transports incessants.

Pour répondre à la stratégie, la Commission Européenne a proposé des projets de directives et de règlements. Les états-membres passent à la phase de concrétisation des ambitions affichées. FNE demande à ce que la priorité sur le dossier énergie-climat permette de faire avancer toutes les problématiques environnementales.

### DE LA PAROLE AUX ACTES : SOYONS ATTENTIFS ET VIGILANTS

La lutte contre le changement climatique doit être en cohérence avec une politique environnementale volontariste réduisant l'ensemble des impacts néfastes sur notre santé et notre environnement. Or, l'incorporation de 10% d'agrocarburants ignore la disproportion évidente entre une production forcément limitée par les surfaces disponibles et des besoins d'énergie pour les transports sans cesse croissants. (voir encadré).

Les mesures proposées liées à l'efficacité énergétique (le règlement CO2 des véhicules neufs), à la réduction des GES dans les transports (la révision de la directive Eurovignette (voir encadré)) mais aussi liées à la Production et la consommation Durables représentent des textes à très forts enjeux, sur lesquels FNE ne manquera pas d'être présent.

La directive Cadre Sol, rejetée par le conseil des ministres en décembre 2007, est un texte crucial visant à préserver les sols pour faire face aux problématiques environnementales. Notre fédération espère vivement que la France tiendra son engagement pour porter ce projet et contribuer à l'adoption prochaine d'une réglementation au niveau européen. (voir encadré)

L'adoption de la future Directive-cadre sur les déchets s'éternise du fait des conflits d'intérêts entre les industries curatives du déchet et les défenseurs de l'environnement s'inscrivant dans une logique de prévention. Au sein de l'UE, l'évolution indispensable est de relier la politique des ressources à celle des déchets.

Une autre priorité très attendue est le Bilan de santé de la Politique Agricole Commune (PAC) en 2008. La Commission a rendu publiques, le 20 mai, ses propositions législatives qui seront adoptées à l'automne. **FNE veillera à ce que les mesures de ce Bilan de santé soient suffisamment ambitieuses pour anticiper la réforme à venir en 2013, et réorienter la PAC vers une rémunération des services écologiques rendus par l'agriculture** (voir partie agriculture-forêt de ce numéro).

La lutte contre la déforestation,  
responsable de 17 % des émissions de GES,  
doit absolument intégrer la politique  
de lutte contre le changement climatique.  
Le recours exclusif à l'énergie nucléaire  
ne peut de fait répondre à la protection  
des générations actuelles et futures.  
Il faut dès aujourd'hui changer  
les systèmes énergétiques  
et de production des pays industrialisés  
de façon à stabiliser le climat  
et à protéger l'environnement.

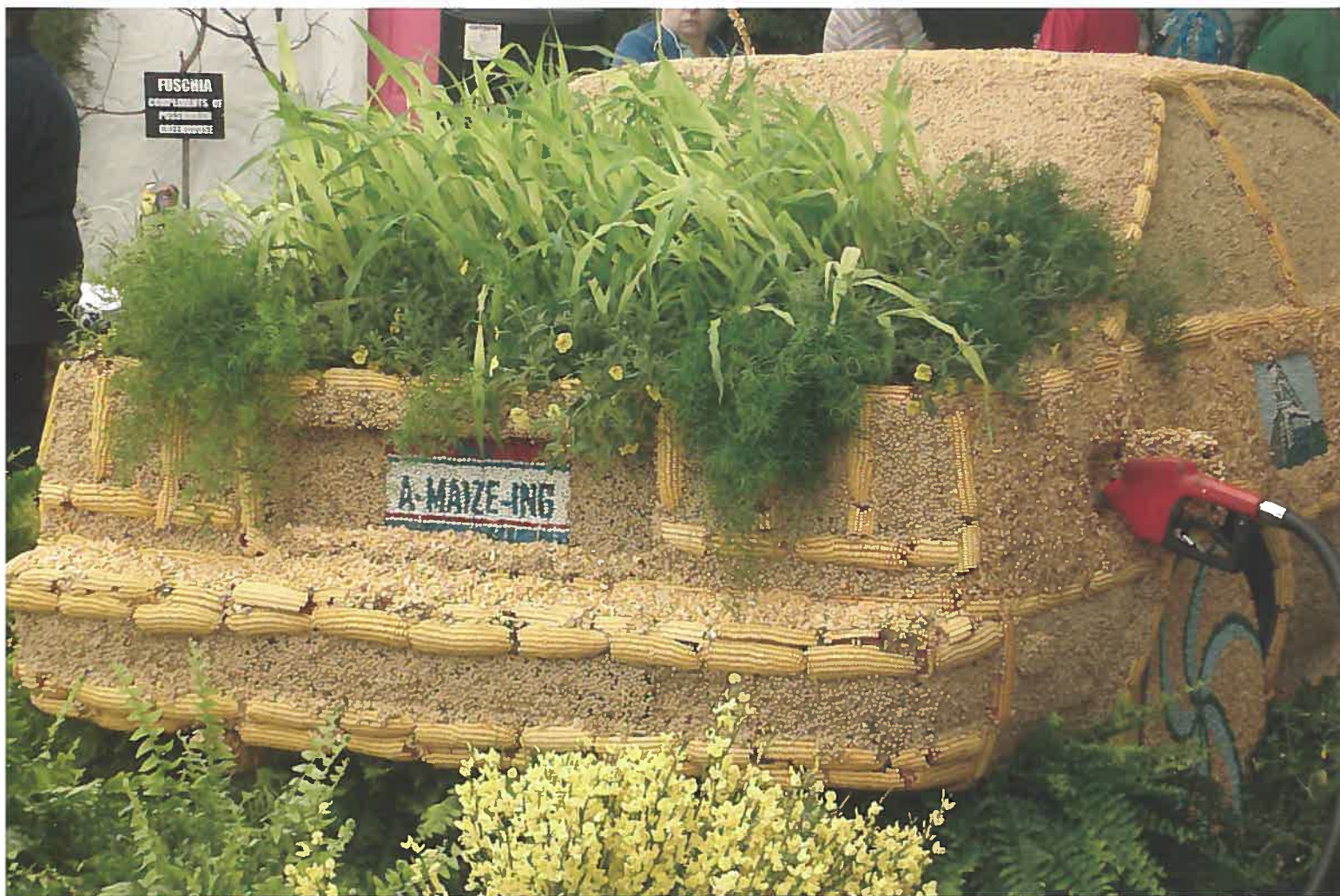




Rappelons l'importance de la réglementation européenne pour la protection de l'environnement. La transposition de la Directive Cadre sur l'Eau, réalisée en 2004 en France, oblige aujourd'hui à consulter le public sur les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). FNE et ses associations membres et affiliées y sont fortement impliquées. Par ailleurs, l'adoption des directives « Habitats » et « Oiseaux », ayant pour objectif de contribuer à protéger la biodiversité a permis de mettre en œuvre le réseau écologique européen Natura 2000.

## L'ESPOIR DE COMPROMIS SOUTENABLES

L'une des fonctions fondamentales d'une présidence consiste en l'élaboration des compromis afin de résoudre les problèmes et divergences. Pendant 6 mois, la France aura un rôle primordial dans l'avancée des travaux européens. FNE espère que les associations pourront contribuer aux débats, comme lors du Grenelle. La France a, par cette présidence, l'occasion de passer des discours aux actes, France Nature Environnement espère qu'elle saura s'en saisir.



© MROBENALT

## FNE ET LE PROCESSUS DE CAPTURE ET STOCKAGE CARBONE

par Pierre Delacroix, président d'honneur de FNE

Le monde actuel est pris dans une crise des ciseaux, version « énergie ». L'accélération du changement climatique impose d'abaisser les émissions de gaz à effet de serre (GES), mais la soif énergétique ne cesse de croître, alors même qu'on admet qu'il faut la modérer. Dans la tradition classique d'une confiance scientifique dans le progrès technologique, nombre de pays se tournent donc vers la technologie de Capture et Séquestration du Carbone (CSC). Une technique qui aurait le double avantage

de neutraliser les émissions de GES, tout en permettant un regain des énergies fossiles que sont le charbon et le gaz, à défaut d'un pétrole sur le déclin. Malheureusement, cette voie, qui permettrait de s'affranchir de l'obligation de réduire les consommations et de maîtriser les émissions de GES n'en est qu'au stade expérimental. Il faudra plusieurs décennies pour en arriver à une fiabilité acceptable sur de très longues durées de stockage en pleine sécurité, alors que l'urgence climatique

## PROTECTION DES SOLS : LA FRANCE TIENDRA-T-ELLE SON ENGAGEMENT ?

Le 20 décembre 2007, la France refusait de voter pour la proposition de directive relative à la protection des sols et contribuait ainsi à l'enterrement de ce texte. Elle devrait réengager les négociations pour une adoption sous sa présidence.

En France, 4 millions d'hectares (sur 56 millions) sont aujourd'hui touchés par l'érosion ; entre 60 000 et 80 000 hectares sont urbanisés chaque année, soit un département tous les 10 ans, des friches industrielles restent gravement polluées, alors que 75 millions de français attendront que les terres agricoles pourvoient à leur alimentation en 2025.

Or, le sol est le dernier des milieux biologiques (à côté de l'air et de l'eau) à ne pas être protégé par un texte juridique, ni en droit européen ni en droit français. Pour répondre à l'urgence écologique, la Commission européenne a donc proposé un projet de directive-cadre, le 22 septembre 2006. Les sols constituent en effet un élément clé pour faire face aux grandes problématiques environnementales actuelles et futures : ressource en eau, changement climatique, biodiversité, ressource alimentaire.

Seulement, le 20 décembre 2007, le projet de directive a été rejeté par le Conseil des ministres de l'Union européenne. La France a contribué à cet échec, en refusant alors de voter pour le texte. Elle s'était en contrepartie engagée à faire le nécessaire pour l'adoption d'une version « améliorée » dans les meilleurs délais. La présidence française est une occasion à ne pas manquer !



## LA NÉCESSAIRE PRISE EN COMPTE DU PRINCIPE POLLUEUR-PAYEUR DANS LES TRANSPORTS

par Michel Dubromel,  
responsable du réseau *Transports* de FNE

Avec une progression de 26% depuis 1990, la contribution des émissions de gaz à effet de serre du transport ne cesse d'être inquiétante face au défi du dérèglement climatique. La Commission Européenne avait pris en compte cet enjeu, par la possible taxation de l'utilisation de l'infrastructure routière par les poids lourds: la directive Eurovignette Révisée en 2006 elle retient le principe pollueur-payeur et à terme prévoit d'intégrer les coûts externes, liés à la pollution atmosphérique, aux nuisances sonores et aux embouteillages. La Commission devrait sortir une méthode de calcul de ces coûts externes en juillet, qui enclencherait la révision de l'actuelle directive.

La présidence Française de l'Union Européenne est l'occasion d'affirmer notre position en faveur de l'application d'un réel principe pollueur-payeur dans le transport de marchandises. Si la France donne priorité à la lutte contre le changement climatique, il est indispensable de faire payer au transport la vérité de ses coûts sur notre santé et sur l'environnement.

En France, l'enjeu de la mise en place d'une redevance kilométrique sur le réseau national, est double : commencer à faire payer au transport routier l'usage de l'infrastructure et permettre le financement de modes de transports alternatifs. Ce signal est fondamental pour marquer une rupture dans l'évolution du transport de marchandises.

se révèle chaque jour plus grave. Les matériaux « absorbeurs » de CO2 sont aussi l'objet de recherche intensives, mais expérimentales. C'est un pari technologique risqué, alors qu'il serait plus sage de choisir la voie de la frugalité énergétique, du traitement de l'habitat aux limitations de vitesse et à la maîtrise de la mobilité. FNE n'est pas hostile à la CSC par principe, mais parce que cela viendra trop tard, et de façon trop aléatoire. Alors au nom de la raison, c'est non.





# PROJET DE LOI GRENELLE :

## LES MULTIPLES REPORTS DE CALENDRIER SONT-ILS DE BON OU MAUVAIS AUGURE ?

par Sophie BRINGUY, Chargée de Mission du réseau *Juridique* de FNE

Les informations relatives au calendrier de mise en œuvre du Grenelle n'ont cessé d'évoluer ces derniers mois. Alors que certains critiquent cette situation et poussent à la précipitation législative, d'autres sont rassurés de ne pas devoir faire face dans des délais insensés à un véritable « tsunami » législatif.



© Laurent Mignaux MEDDAT

Fin mars, mi-avril, mi-juin, mi-juillet, puis octobre... Le calendrier de passage des projets de loi Grenelle devant le Parlement ne cesse d'être repoussé. L'incertitude à ce sujet semble régner, avec un Gouvernement qui souhaite à tout prix, stratégie de communication oblige, qu'au moins le projet de loi de programmation soit voté avant le premier anniversaire du Grenelle de l'environnement.

Incertitudes aussi quant à la méthodologie employée. Si le principe d'une loi-cadre a été arrêté rapidement, les informations relatives aux textes d'application ne sont pas claires.

**Malgré les demandes pressantes des membres du comité de suivi du Grenelle de l'environnement, aucun document récapitulatif de la répartition des engagements entre les textes législatifs et réglementaires en projet n'a été rendu public à ce jour.**

Cette confusion est aujourd'hui de mauvais augure : le processus en cours ne doit en aucun cas permettre l'ouverture de la boîte de Pandore et le rattachement de textes régressifs au wagon du Grenelle. Or, depuis quelques mois, FNE a déjà été consultée sur des projets affichés « Grenelle » qui, loin de retranscrire et préciser les engagements pris, constituent des dispositions techniques, qui marquent à vrai dire un recul par rapport à la situation actuelle : pour les sites et sols pollués, pour les installations classées, pour la protection du réseau ferroviaires, etc. Vouloir utiliser le débordement actuel pour faire passer de vieux textes régressifs, plus que discutables, n'est pas une bonne méthode.

L'heure doit donc être au bilan du travail en cours, accompagné d'une consultation effective et pragmatique des membres des cinq collèges. S'il veut que le Grenelle soit la réponse à l'urgence écologique, le Gouvernement fera le nécessaire pour accorder le temps à des débats sereins, indispensables à un processus législatif de qualité. Le droit nécessite une construction lente et mesurée de ses textes, où la portée de chaque mot est mûrement réfléchie. Cette démarche doit impérativement s'accompagner d'une réflexion sur les outils opérationnels répondant aux engagements du Grenelle, afin d'éviter une logorrhée de textes compliqués et inapplicables.

Dans ce sens, et si le ministère de l'Ecologie et du Développement durable respecte son engagement d'une consultation effective le plus en amont possible des parties prenantes, le report du passage au parlement des projets de loi Grenelle est de bon augure. Ne confondons pas urgence environnementale et précipitation législative ! Aujourd'hui, seuls les objectifs nécessaires au processus de maturation et à un travail de qualité doivent conditionner le calendrier de la mise en œuvre du Grenelle.

8

Conséquence : absence de vision globale du travail d'écriture en cours.



# LA LOI OGM, OBTENUE AUX FORCEPS, SOULÈVE DE MULTIPLES QUESTIONS

par Christian Hosity, Chargé de Mission du pôle *Nature* de FNE

Avec près de six ans de retard, la France adopte une loi, transposant partiellement la directive 2001/18/CE sur la dissémination des OGM dans l'environnement. Tentant un équilibre périlleux entre développement des OGM et respect des engagements du Grenelle, ce texte aura été arraché par le gouvernement qui voulait enfin combler un vide juridique.

Présenté au Conseil des ministres le 19 décembre 2007, le projet de loi sur les OGM a connu un examen des plus sinueux (reports multiples, débats houleux, motion de procédure acceptée à une voix près en seconde lecture à l'Assemblée) et des échanges vifs entre membres du Gouvernement et parlementaires. Au final, le texte confirmé en l'état par la Commission mixte paritaire convoquée d'urgence par le Premier ministre François Fillon, a été adopté le 20 mai par l'Assemblée, lors d'une séance particulièrement tendue (à 289 voix contre 221) puis par le Sénat le 22 mai (par 183 voix contre 42). Puis, le 19 juin, le Conseil Constitutionnel a validé le texte, contraignant toutefois le législateur à préciser les informations sur les OGM qui ne peuvent rester confidentielles. La loi est finalement promulguée le 25 juin.

**Que faut-il retenir de cette longue série de rebondissements ? Incontestablement le malaise des hommes politiques, écartelés entre les revendications des citoyens et les lobbys agrochimiques. Certains ont préféré joué la chaise vide plutôt que de légiférer avec sagesse et responsabilité.**

Car il fallait légiférer, cela ne se discute pas. Mais il aurait fallu légiférer pour bâtir un cadre juridique clair et protecteur de la santé publique et de l'environnement.

Or, si elle se veut équilibrée et ambitieuse, la loi ne se donne pas les moyens de ses ambitions. Pour preuve, son deuxième article qui pose le principe de l'utilisation des OGM dans le respect de l'environnement, de la santé publique et des filières «sans OGM» mais renvoie la définition du «sans OGM» au règlement. Ou encore pose le principe de l'évaluation préalable, sans proposer de critères d'évaluation tels ceux des annexes de la directive 2001/18/CE.

Mais, de façon plus contestable, certaines mesures positives comme la localisation géographique des parcelles ou la saisine du Haut Conseil des biotechnologies, qui fat une place plus importante à la société civile, sont contrebalancées par un mécanisme de responsabilité limité au seul exploitant ou la mise en place de conditions techniques censées «éviter la présence accidentelle d'OGM dans d'autres productions.»

Contrairement à la directive 2001/18/CE qui certes autorise les OGM mais sous certaines conditions, la loi retient donc l'idée aberrante de la possible coexistence des cultures OGM et non OGM. Et le législateur, pour des raisons diverses, laisse le soin au pouvoir réglementaire d'en régler les conditions. La Fédération sera ainsi particulièrement vigilante sur les décrets d'application relatifs au Haut Conseil, aux conditions techniques et au régime de responsabilité.

Au final, la nouvelle loi ne permet pas de lever les ambiguïtés sur les OGM et de transposer de manière pleine et ambitieuse les dispositions communautaires. Elle marque seulement la fin d'un examen douloureux mais nécessaire, dans un dossier avant tout européen et multiforme (autorisation de mise sur le marché, pureté des semences, pratiques culturales, débouchés des OGM vers les agrocarburants et l'alimentation pour le bétail, etc.).



# DEMAIN, LA PUBLICITE LAVERA PLUS VERT QUE VERT

par Bruno Genty, pilote du pôle Industrie & déchets de FNE



Un certain nombre de publicités posent problème, en particulier celles qui prônent des produits<sup>1</sup> ou des pratiques dangereux pour l'environnement ainsi que celles qui repeignent tous les produits en vert, ce que l'on appelle aussi « greenwashing » ou « auto proclamation environnementale ». Lors du Grenelle de l'Environnement, FNE a proposé la création d'un Conseil Supérieur de la Production et de la Consommation Durables, structure paritaire dont une des fonctions aurait été de permettre à la société civile de réguler la publicité. En effet, la publicité contribue à orienter les comportements des consommateurs. Ce n'est pas un hasard si les industriels confient des budgets importants aux publicistes<sup>2</sup>. Si l'on veut réellement tendre vers une économie plus soutenable, il est donc indispensable que la publicité s'inscrive dans une démarche plus responsable...

## AVEC LE GRENNELLE, TOUT EST POSSIBLE...

A l'issue du Grenelle de l'Environnement, un engagement<sup>3</sup> a été pris pour « encadrer plus strictement la publicité au regard du développement durable et de l'environnement ». Cela s'est traduit le 11 avril 2008

par la signature d'une  
« Charte d'engagement et d'objectifs  
pour une publicité éco-responsable »

entre l'Etat, le Bureau de Vérification de la Publicité (BVP) et les représentants de l'interprofessionnelle publicitaire. Ce document prévoit :

- > un Conseil Paritaire de la Publicité (CPP)
- > un Jury de déontologie publicitaire

Composé de 18 membres (9 professionnels et 9 associatifs, dont 3 issus des associations de défense de la nature et de l'environnement), le CPP aura pour missions d'émettre des propositions et des avis sur l'évolution des règles déontologiques et de participer en continu à un processus d'alerte sur les manquements éventuels. Le CPP évaluera annuellement le processus mis en place. FNE a choisi d'y participer et les associations membres seront sollicitées pour contribuer notamment à ce réseau d'alerte.

Composé de 9 « personnalités impartiales, indépendantes des professions publicitaires et du secteur associatif impliqué dans le débat sur la publicité », le Jury devra juger la compatibilité de toute publicité litigieuse avec les nouvelles règles déontologiques. Ce Jury nous interroge : il nous semble inopportun d'avoir ainsi écarté les représentants des associations en son sein. Contrairement aux professionnels, nous n'avons rien à vendre dans cette affaire. Par ailleurs, on peut s'interroger sur la compétence d'une personne totalement étrangère au sujet !

Nous serons évidemment  
très vigilants vis-à-vis  
de ce machin d'un genre nouveau.

Enfin, il faut noter que la Charte signée le 11 avril stipule que « s'il s'avérait lors du bilan qui sera établi à l'issue des la première année de fonctionnement... que la nouvelle régulation professionnelle de la publicité n'a pas produit les effets escomptés, le Gouvernement proposerait au Parlement de légiférer sur le sujet ». Espérons que cette épée de Damoclès permettra des avancées réelles... En tout cas, nos représentants au CPP s'y efforceront avec fermeté et esprit constructif.

<sup>1</sup> Dans l'actualité récente, voir la publicité pour « Roundup » dans la presse régionale et la réaction d'Eau et Rivières de Bretagne

<sup>2</sup> Environ 30 milliards d'euros par an.

<sup>3</sup> L'engagement n° 220 vise à « faire évoluer la logique actuelle d'autorégulation (BVP) vers une logique de co-régulation de la publicité avec une instance plus partenariale... »



## FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

RENFORCE SON PARTENARIAT  
AVEC LA SNCF

## POUR ALLER PLUS LOIN

## DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le 5 juin, journée mondiale de l'environnement, Guillaume Pepy, président de la SNCF et Sébastien Genest, président de France Nature Environnement (FNE, 3 000 associations) ont signé un accord-cadre qui officialise pour quatre ans la collaboration entre l'entreprise et la fédération des associations de protection de la nature et de l'environnement.

Le premier accord conclu il y a trois ans a donné lieu à une série de rencontres et de travaux. Aujourd'hui, face à l'implication grandissante de la SNCF dans les questions environnementales, FNE souhaite l'accompagner dans sa démarche de développement durable (DD), avec un programme d'actions concret et ambitieux.

## DES RÉALISATIONS CONCRÈTES...

La sensibilisation et l'information sur les enjeux du Développement Durable et les changements de comportements et de pratiques seront faites via 40 fiches pédagogiques (ex : la prévention des déchets, le tri des déchets, les traitements phytosanitaires, la politique d'achat ...) et des séminaires régionaux internes. Par ailleurs, des rencontres seront organisées avec des clients, des élus, des collectivités, des associations, des syndicats, des fournisseurs.

L'expertise de FNE permettra à la SNCF de continuer à réduire son empreinte environnementale par le lancement de la démarche « éco-gestes métiers ». Des équipes volontaires représentant les différents métiers de la SNCF rencontreront des représentants locaux de FNE pour des réunions de travail. Cette démarche sera ensuite étendue à l'ensemble des établissements et des métiers de la SNCF.

## ...DANS DE MULTIPLES DOMAINES

- > Impacts environnementaux des transports (personnes, marchandises, matières dangereuses...),
- > Politique d'éco-mobilité de la SNCF
- > Pourquoi et comment les personnes et les marchandises se déplacent
- > Approches territoriales du développement durable
- > Chaîne de transport et différents moyens de mobilité offerts
- > Education et sensibilisation à l'environnement à destination des scolaires...

LES RENCONTRES EN RÉGION SNCF-FNE SUR LA THÉMATIQUE  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Une première rencontre régionale autour de la thématique du développement durable a été organisée à Rennes le 21 septembre. En présence d'une soixantaine de collaborateurs de la SNCF, quatre thématiques concrètes liées à l'environnement ont été présentées conjointement par des bénévoles de FNE ainsi que des personnels de la SNCF. La réussite de cette première rencontre a encouragé la SNCF et FNE à poursuivre cette dynamique régionale. Une deuxième rencontre prévue à Strasbourg pour le mois d'octobre est en cours de préparation.



Guillaume Pepy,  
Président de la SNCF



© Sébastien Godefroy - Médiathèque SNCF



© Sébastien Godefroy - Médiathèque SNCF

© Sébastien Godefroy - Médiathèque SNCF



## CERTIFICATION HAUTE VALEUR ENVIRONNEMENTALE (HVE) : VERS DES INDICATEURS PERTINENTS ?

Dans le cadre des négociations du Grenelle de l'environnement, France Nature Environnement a proposé la mise en place d'une certification des exploitations agricoles à Haute Valeur Environnementale permettant d'encourager les exploitations les plus vertueuses sur le plan de la préservation de l'environnement. Alors que l'Administration et une partie de la profession voyaient surtout derrière ce concept une occasion de réhabiliter l'agriculture raisonnée, FNE a fait des propositions radicalement nouvelles : une agriculture de haute valeur environnementale se caractérise en effet par la place qu'elle laisse à la nature et aux infrastructures agroécologiques (au moins 10 % de la surface) ainsi que par sa faible dépendance aux intrants (moins de 30 % d'intrants dans le chiffre d'affaire). Les 2 indicateurs proposés sont donc des indicateurs de résultats (liberté de moyens), faciles à contrôler, qui caractérisent effectivement une agriculture autonome, économe et non polluante.

© Malory Mesnier pour la FRANE



Comment définir l'agriculture à Haute Valeur Environnementale ?



**Fondation  
Nature  
& Découvertes**

## BIODIVERSITÉ DANS LES LYCÉES AGRICOLES : UN OUTIL DE DIAGNOSTIC EN COURS D'ÉLABORATION

Grâce au financement de la Fondation Nature & Découvertes, FNE a lancé en 2007 (cf. LH n° 226) un projet visant à sensibiliser les élèves de l'enseignement agricole à la biodiversité par la création d'un outil de diagnostic des pratiques agricoles. FNE s'appuie pour cela sur un comité de pilotage associant l'administration, l'enseignement agricole, la recherche et les associations de protection de l'environnement. Après deux réunions de ce comité et de nombreuses réunions de comités scientifiques, une première version de l'outil vient d'être finalisée et testée auprès de 5 exploitations agricoles volontaires. L'étape suivante sera un test « grandeur nature » auprès d'une vingtaine de lycées agricoles.

## PAPIER RECYCLÉ OU CERTIFIÉ ? UNE COMPLÉMENTARITÉ À PROMOUVOIR !

Pour FNE, dans une approche développement et consommation durables, papiers recyclés et papiers issus de gestion durable des forêts doivent coexister et être promus eu égard leurs complémentarités en matière de bénéfices sociétaux : réduire les déchets partant en décharge et en incinération, améliorer la collecte sélective des papiers carton (dans but de les recycler) et améliorer qualitativement les pratiques forestières, etc. La fibre recyclée ne peut pas être utilisée indéfiniment sans un apport de bois neuf. Même si les process doivent encore globalement s'améliorer pour un papier et un recyclage plus propres (qualité & origines des fibres, boues de désencrage, tri, généralisation de l'usage des encres végétales, etc.), c'est avant tout, les économies dans la consommation de papiers qu'il faut développer car en la matière nous sommes parfois gaspilleurs...

© Freaky Wiki

Bac à recyclage des papiers



mies dans la consommation de papiers qu'il faut développer car en la matière nous sommes parfois gaspilleurs...

Alors, jouons la complémentarité dans nos achats papiers et ne soyons pas exclusifs de l'un ou de l'autre, cela serait une erreur.

Visitez <http://www.fne.asso.fr/preventiondechets>



## FORÊTS DE MONTAGNE : UN PROTOCOLE À APPLIQUER !

Le Protocole « Forêts de montagne » de la Convention Alpine<sup>1</sup> a été approuvé à Brdo (Slovénie) lors de la IV<sup>e</sup> Conférence alpine, le 27/02/1996. La France a publié le décret d'application le 31/01/2006. En France, seules les régions PACA et Rhône-Alpes sont concernées. L'objectif du Protocole, que les Parties contractantes s'engagent à poursuivre, est la conservation de la forêt de montagne en tant qu'écosystème proche de la nature et, si nécessaire, son développement, son extension et l'amélioration de sa stabilité. La France n'a pas, à ce jour, travaillé à la mise en œuvre de ce protocole. FNE et ses associations locales concernées souhaitent faire avancer la réflexion et être force de propositions et d'action pour son application ; elles proposeront prochainement les bases de travail indispensables. FNE rappelle que la France a la présidence de la convention Alpine jusqu'à fin 2008 et nous nous devons de montrer l'exemple.

1> La France a ratifié le 6 décembre 1995, la Convention alpine, signée le 7 novembre 1991 entre Allemagne, Autriche, France, Italie, Liechtenstein, Monaco, Slovénie, Suisse, auxquels s'ajoute l'Union européenne.



Panorama PN Les Ecrins

© A. Bachelier

L'insecticide Cruiser suscite des inquiétudes en raison de sa toxicité vis-à-vis des abeilles

## CRUISER : APRÈS L'ALLEMAGNE, FNE DEMANDE QUE LA FRANCE RETIRE L'AUTORISATION DE CET INSECTICIDE

Michel Barnier avait autorisé, le 7 janvier dernier, l'utilisation de l'insecticide Cruiser en enrobage des semences de maïs, selon la procédure dite de « reconnaissance mutuelle », qui permet une autorisation simplifiée pour un produit déjà autorisé dans un autre pays européen (ici l'Allemagne). Or, le 15 mai, l'Allemagne a suspendu cette autorisation en raison d'une évaluation insuffisante des risques pour les abeilles et la santé humaine.

La condition essentielle de l'autorisation du Cruiser en France n'étant plus remplie, FNE a écrit le 22 mai au Ministre de l'agriculture pour lui demander, à son tour, de retirer cet insecticide du marché.

© BugMan50



## FORÊT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES : UNE ALTERNATIVE AU CHANGEMENT DES ESSENCES

par François Lefèvre, Responsable du Réseau Forêt FNE



Dans cette problématique, l'option radicale et irréversible du changement des essences est souvent mise en avant alors qu'elle se fonde sur un pari : les prévisions seront la réalité !

Au-delà du flou, des incertitudes et des doutes que l'on peut émettre, il apparaît certaines convergences tendancielle pour démontrer que nous ne manquons pas d'eau „hivernale. Cela est souvent perçu avec un certain catastrophisme alors qu'une partie de la solution est présente dans l'énoncé du problème, En effet, les pluies hivernales peuvent permettre de faire face aux sécheresses estivales pour peu que le sol soit perçu comme le moteur de l'écosystème. Il est possible d'agir à plusieurs niveaux en même temps ;

- Sur la capacité de stockage d'eau dynamisant l'activité biologique qui aère le sol en profondeur,
- Sur les pertes par évapotranspiration en protégeant le sol avec un couvert permanent,
- Sur les prélèvements en mélangeant des essences à besoins et capacités d'absorption différents.

Il faut également interroger les pratiques de reboisement en proposant des solutions préservant l'activité biologique des sols. A cet égard, l'enrichissement et la régénération naturelle sont des pratiques plus appropriées et qui apportent une nette plus-value de diversité génétique.

### Pragmatisme

Ces éléments introduisent la nécessité de pratiquer le mélange entre espèces aux besoins trophiques différents. Au-delà d'une meilleure allocation des ressources du sol, l'objectif est de faire jouer la compétitivité entre espèces pour favoriser une sélection adaptative.

Mais vraisemblablement, les effets du changement climatique seront plus marqués biologiquement en favorisant la prolifération d'espèces parasites. Les vastes étendues de monocultures constituent alors les foyers privilégiés de l'émergence et de la propagation d'une épidémie. Les essences exotiques sont encore plus démunies face à l'apparition d'un parasite indigène.

La composition des mélanges devra donc privilégier les essences autochtones, voire acclimatées au regard de leur cortège floristique, ainsi que les feuillus car ils disposent de certains avantages face aux agressions climatiques, ce qui justifierait de les imposer systématiquement.

Cette sylviculture de la résilience doit être reconnue et encouragée au niveau de la recherche, l'expérimentation, la vulgarisation et la mise en oeuvre,

Par ailleurs, les dépérissements doivent être étudiés avec objectivité. Chaque nouveau cas doit donc faire l'objet d'une analyse circonstanciée et multidisciplinaire, intégrant notamment les antécédents historiques, selon une approche écosystémique.

Face au changement climatique, la manière d'agir la plus pragmatique reste donc l'évolution des pratiques sylvicoles : améliorer la résistance des écosystèmes forestiers tout en favorisant leur adaptation par une libre évolution. Cela permettrait également de conforter et d'augmenter la production tout en préservant mieux la biodiversité.

La résilience des écosystèmes forestiers offre donc les avantages d'être réversible et adaptative dans un contexte hypothétique et changeant. Pourquoi s'en priver ?



## « RÉDUIRE DE 50 % L'USAGE DES PESTICIDES [...] SI POSSIBLE... »

RETOUR SUR L'ENGAGEMENT DE NICOLAS SARKOZY DANS SON DISCOURS DU 25 OCTOBRE 2007 DE CLÔTURE DES NÉGOCIATIONS DU GRENELLE

par Claudine Joly, référente de FNE sur la question des pesticides,

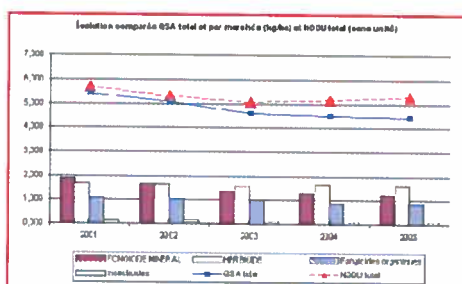
Depuis 2006, France Nature Environnement a mobilisé l'opinion, grâce à une campagne « pesticides », pour obtenir une réduction de 50% de l'usage des pesticides. Cet objectif a tout naturellement figuré parmi les demandes majeures du catalogue des propositions FNE pour le Grenelle de l'environnement de juillet 2007.

En ce mois de mai 2008, une importante étape est franchie avec succès : le Comité Opérationnel « Ecophyto 2018 », sous la responsabilité de Monsieur Guy Paillotin, secrétaire perpétuel de l'Académie d'Agriculture de France, a présenté officiellement, le 22 mai, son rapport au Ministre de l'agriculture et aux différents acteurs.

Ce rapport, issu de multiples réunions dans lesquelles FNE a pris une part très active, propose un Plan « Ecophyto 2018 », autour de plusieurs axes : indicateurs de suivi, techniques de réduction des usages, formation, certification des professionnels, usages en zones non agricoles, etc.

L'indicateur global de référence finalement retenu pour le suivi de la réduction des pesticides est le NODU : nombre de doses unité utilisées. Il est également prévu de décliner cet indicateur en fonction des types de produits, de leur toxicité, des impacts, des territoires, etc. Il devrait donc être possible, à partir de 2009, de suivre l'usage des pesticides de façon satisfaisante.

Le graphique ci-après montre bien qu'un changement radical des pratiques sera nécessaire pour tenir l'objectif de réduction des 50 % des usages. Le sous-groupe R&D, spécialisé dans la recherche et le développement de systèmes de culture économes en intrants, a démontré l'existence de nettes possibilités en grandes cultures avec une rentabilité conservée pour l'agriculteur mais une légère diminution des rendements (5 à 10 %). Par contre les progrès seront plus difficiles en viticulture et en arboriculture... où l'on est arrivé à des nombres de traitement invraisemblables (35 traitements en moyenne sur les pommiers !). La refondation des modes d'exploitation et l'éducation du consommateur paraissent indispensables.



Évolution des 2 indicateurs de suivi QSA (Quantité de Substance Active) défendu par l'UIPPI et NODU (Nombre de Doses Unitaires) finalement retenu par le comité ECOPHYTO (source : rapport ECOPHYTO 2018)

Réduire de 50% les usages de pesticides d'ici 2018 demandera une réorientation profonde de nos modes de production.

La formation et la certification des utilisateurs de pesticides n'a pas donné lieu à consensus, FNE défendant jusqu'au bout une réelle séparation du conseil et de la vente ainsi que la mise en place d'un permis d'utiliser les pesticides. Certains syndicats agricoles refusent tout contrôle, toute formation, d'autres s'y préparent, conscients de la nécessité d'évoluer.

Pour les Zones Non Agricoles, les points fondamentaux retenus sont, pour les professionnels, la mise en place d'une certification obligatoire des applicateurs et pour les usages amateurs, une certification des distributeurs et des obligations en matière d'accès aux produits.

La nouveauté réside dans l'approbation unanime des grands axes de ce rapport par les acteurs professionnels et associatifs. La route est encore longue mais il s'agit là de l'orientation la plus structurante pour l'agriculture de la future décennie.

# FORÊT : PRODUIRE PLUS DE BOIS TOUT EN PRÉSERVANT MIEUX LA BIODIVERSITÉ

Une démarche territoriale concertée dans le respect de la gestion multifonctionnelle des forêts



## UN CONSTAT PARTAGÉ

Dans le cadre de la lutte contre l'effet de serre et la recherche d'alternatives aux énergies fossiles, la forêt et le bois offrent de grandes opportunités par leur capacité à stocker du CO<sub>2</sub>.

Le bois issu de nos forêts est un matériau moderne, et renouvelable, qui répond parfaitement aux nouveaux enjeux de notre société en matière de développement durable.

Dans un contexte global d'appauvrissement, la forêt contribue fortement à la préservation de la biodiversité. Il s'agit donc de développer une gestion forestière durable et multifonctionnelle qui permette à la fois, de maintenir la ressource tout en l'exploitant, et de préserver la fonctionnalité des écosystèmes forestiers. Cette gestion doit s'organiser dans la concertation à travers les documents de gestion durable des forêts et tout particulièrement, dans le respect des politiques nationales, au niveau de territoires de projets.

## UN ACCORD POUR « PRODUIRE PLUS DE BOIS TOUT EN PRÉSERVANT MIEUX LA BIODIVERSITÉ »

A partir d'une augmentation des besoins en bois en remplacement de matériaux consommateurs d'énergie, il s'agit donc :

- > de produire plus en optimisant ressources et récolte,
- > de produire plus en préservant la biodiversité ordinaire qui accompagne et conforte les processus de production,
- > de préserver mieux la biodiversité remarquable par sa connaissance, sa protection et son suivi.

Ainsi, sera-t-il possible d'assurer une étroite cohérence entre les politiques de mobilisation raisonnée du bois et de préservation de la biodiversité.

## NOS PROPOSITIONS

### BIODIVERSITÉ

- Valoriser la démarche Natura 2000 ;
- Développer les moyens de connaissance et monitoring de la ressource et de la biodiversité ;
- Renforcer la prise en compte de la biodiversité dans la gestion courante ;
- Compléter les aires protégées et les intégrer dans le Réseau écologique national dans une logique de représentativité des habitats et des espaces.



Promouvoir les phases de sénescence dans les forêts de production



Mieux intégrer le bois dans les cahiers des charges de la construction

## VALORISATION DES USAGES DU BOIS

- Privilégier la valorisation locale du bois ; par une approche territoriale et ciblée,
- valoriser la ressource existante et réellement mobilisable dans le respect des écosystèmes forestiers.
- Renforcer la démarche de certification de la gestion forestière et privilégier l'emploi du bois certifié.
- Contribution commune au Grenelle de l'environnement
- Etablir un bilan énergétique.
- **Bois énergie**
  - > Développer fortement le bois énergie à travers la filière du local.
- **Bois matériau**
  - > Promouvoir fortement le bois éco-matériau dans le cadre d'un vaste plan national en faveur du bois dans la construction.

© Armet



L'accueil du public en forêt est une fonction importante et il demande à être mieux organisé et réfléchi



© ICPA

## SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

- Asseoir le rôle de la forêt dans la protection de la ressource en eau potable ;
- Rémunérer les services rendus par la forêt ;
- Intégrer le rôle de la forêt dans la gestion des risques naturels ;
- Se doter des moyens nécessaires permettant à la forêt de répondre à la demande d'accueil du public.

## CONCERTATION

- Renforcer ou créer les moyens d'une concertation intégrant la société civile au niveau national, régional et territorial notamment en révisant les instances de concertation que sont le Conseil supérieur et les commissions régionales de la forêt.

Les termes de cet accord font actuellement l'objet d'échanges pour en préciser le contenu.

La concertation et l'échange sont indispensables à des objectifs partagés



© C. Gravier



# BILAN DE SANTÉ DE LA PAC :

## UN DIAGNOSTIC TRÈS « LIBÉRAL » ET DES REMÈDES À COURT TERME

par Charles-Etienne Rivier, stagiaire,  
Marie-Catherine SCHULZ,  
chargée de mission agriculture.

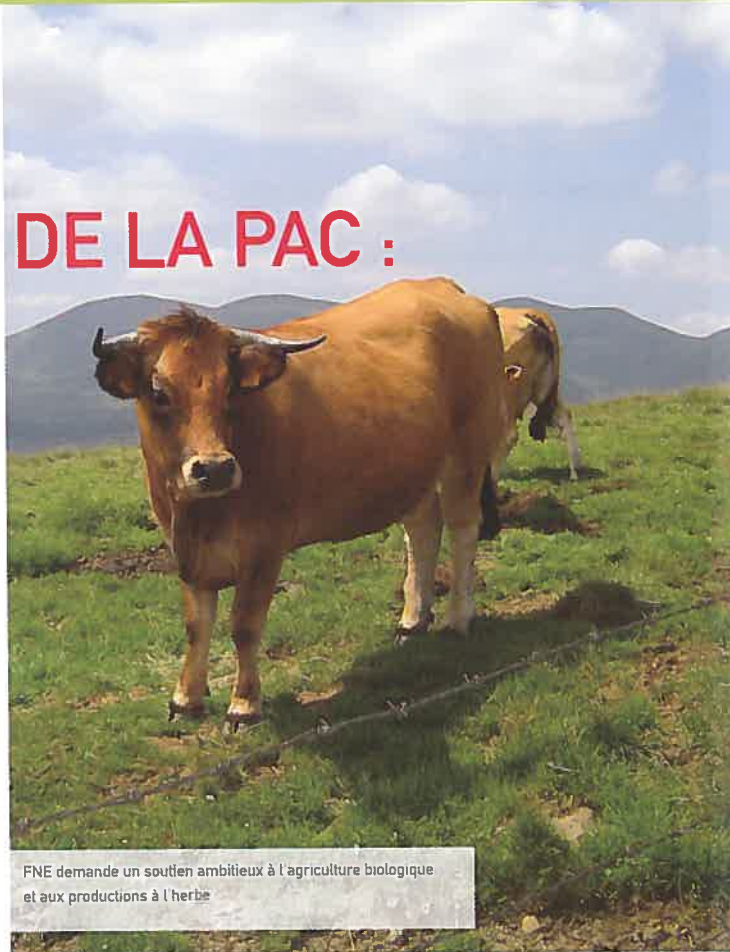
La Commission Européenne (CE) a dévoilé le 20 mai ses propositions législatives<sup>1</sup> pour le « Bilan de santé » de la PAC, sur lequel les Parlementaire européens et les Ministres européens de l'agriculture devront se prononcer à l'automne 2008 (voir encadré). FNE constate avant tout l'affirmation d'un objectif productiviste et libéral pour la PAC. En effet, selon la CE, « *ces modifications donneront la possibilité [aux agriculteurs] de maximaliser leur potentiel de production et de s'adapter rapidement aux signaux que leur envoie le marché* ». Si plusieurs propositions sont intéressantes du point de vue écologique sous réserve des choix de mise en œuvre par les Etats Membres, FNE s'inquiète du manque d'ambition environnementale de ce « Bilan de santé » et agira tout au long de la Présidence française de l'Union européenne pour accroître la cohérence et la pertinence environnementale de la PAC.

### REFUSER UNE LIBÉRALISATION EXCESSIVE DES ÉCHANGES

FNE tient tout d'abord à rappeler que l'agriculture ne peut pas être livrée aux seules mains du marché. Par sa fonction nourricière, parce qu'elle fournit des prestations environnementales, parce que l'Europe ne peut accepter à l'intérieur de ses frontières des produits qui ne respectent pas les mêmes critères environnementaux et sanitaires que ceux imposés à ses propres agriculteurs, la PAC doit rester forte, viser une sécurité alimentaire durable et à l'échelle européenne, et imposer des critères environnementaux aux importations.

### RENDRE LA PAC PLUS COHÉRENTE ET EFFICACE SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL

La PAC manque de cohérence entre un premier pilier « productiviste » (aides directes aux agriculteurs), et un second pilier « environnemental » (mesures volontaires de développement rural) mais dont les moyens sont très limités (seulement 20% de la PAC). FNE demande donc essentiellement de renforcer la conditionnalité environnementale du premier pilier.



© Malory Mesnier pour la FRANE

De ce point de vue, la Commission s'est attachée, comme annoncé, à réformer la conditionnalité des aides et des avancées sont à reconnaître dans ce domaine. La suppression des jachères (en raison de l'accroissement de la demande alimentaire mondiale) se trouve en partie compensée par un renforcement de cette conditionnalité. Ainsi, l'établissement de bandes tampons le long des cours d'eau et le maintien des particularités topographiques des exploitations (haies, étangs, fossés, alignements d'arbre, en groupe ou isolés, et bordures de champs) sont rendus obligatoires. FNE salue le caractère obligatoire de ces mesures mais, pour garantir leur pertinence sur le terrain et participer à l'élaboration de la « trame verte » décidée dans le cadre du Grenelle, propose d'instaurer **un objectif de 5% de surfaces de régulation écologique sur chaque exploitation**.

Une autre modification majeure de ce « Bilan de santé » est la révision du fameux « article 69 », qui permettait initialement de prélever jusqu'à 10% du premier pilier pour encourager les types d'agricultures respectueuses de l'environnement et de la qualité. Le champ d'application de l'article 69 (devenu article 68) se trouve ici très élargi... et son intérêt environnemental tout autant amoindri : il est à craindre que son utilisation soit surtout orientée vers la gestion des risques et le soutien aux filières fragilisées.



FNE demande que l'utilisation de cet article soit strictement conditionnée par des critères environnementaux, que le taux possible de prélèvement soit porté à 20% et que ces fonds soient ciblés vers **un soutien significatif à l'agriculture biologique, aux productions animales liées à l'herbe et au plan protéagineux** permettant de réduire la dépendance européenne aux importations pour l'alimentation animale.

Les bienfaits environnementaux attendus du « développement rural » (deuxième pilier) ont été jusqu'à présent limités, essentiellement parce que les mesures agroenvironnementales manquaient de financement. La Commission propose d'augmenter la modulation (transfert de fonds du premier pilier au deuxième pilier). On peut s'interroger cependant sur la suffisance des moyens disponibles (augmentation de 8% d'ici à 2012) au vu des ambitieux programmes à financer : changement climatique, énergies renouvelables, gestion de l'eau et préservation de la biodiversité.

De surcroît, parmi les opérations proposées dans le cadre de ces « nouveaux défis environnementaux » du développement rural, certaines ne correspondent absolument pas à des objectifs durables et s'avèrent injustifiables. Il s'agit principalement du soutien destiné aux agrocarburants (voir encadré dans le dossier sur la Présidence française de l'Union européenne de ce numéro), des subventions aux « bassines d'irrigation » qui n'incitent qu'à la fuite en avant vers l'intensification. **FNE s'oppose fermement au financement de ce type de mesures par la PAC.**

## VERS LA RÉMUNÉRATION DES SERVICES ÉCOLOGIQUES RENDUS PAR L'AGRICULTURE ?

Tel que proposé par la Commission, ce « Bilan de santé » n'est, en définitive, qu'un réajustement de la précédente réforme de 2003 pour l'adapter aux nouvelles conditions du marché. Il ne permettra en aucun cas de réorienter la PAC vers la rémunération d'une agriculture à Haute Valeur Environnementale et encore moins de lui redonner une légitimité aux yeux de la société. Pourtant L'IAASTD<sup>2</sup>, un groupe intergouvernemental d'experts sur l'agriculture, appelait récemment à un changement radical des pratiques agricoles actuelles vers une éco-agriculture pour éviter une explosion sociale et un désastre environnemental planétaire<sup>3</sup>... Faudra-t-il attendre 2013 pour amorcer une réflexion de fond sur l'avenir de la PAC ?

**FNE agira tout au long de la Présidence française de l'Union européenne afin que l'Europe saisisse l'opportunité du « Bilan de santé » pour réorienter la PAC vers une rémunération des services écologiques rendus par l'agriculture.**

1. L'ensemble des textes relatifs au « Bilan de santé » de la PAC est téléchargeable sur : [http://ec.europa.eu/agriculture/healthcheck/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/healthcheck/index_fr.htm)

2. IAASTD : international assessment of agricultural knowledge, science and technology for development (évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement).

3. Rapport mené sous l'égide de la FAO, de la banque mondiale et de l'UNESCO disponible sur : <http://www.agassessment.org/index.cfm?Page=IAASTD%20Reports&ItemID=2713>

### LE CALENDRIER EUROPÉEN DU « BILAN DE SANTÉ » DE LA PAC :

- > Accord du Conseil des ministres : **octobre 2008**
- > Avis et adoption par le Parlement européen : **novembre 2008**
- > Publication : **décembre 2008**
- > Mise en œuvre : **2010**

Un objectif de 5% de zones de régulation écologiques sur chaque exploitation est un minimum indispensable pour préserver la qualité des sols, des eaux et enrayer le déclin de la biodiversité.





# **LA FRANCE PERSISTE DANS SA VOLONTÉ DE GÉRER LE LOUP POUR LA PÉRIODE 2008-2012**

Depuis décembre 2007, le plan d'action national sur le loup pour la période 2008-2012 se prépare dans trois groupes de travail (moyens de protection contre la prédation, gestion et suivi de la population de loups) auxquels FNE a participé activement.

En parallèle, le ministère de l'écologie envisage de nouvelles opérations de «prélèvement» du loup pour la période 2008-09, dans le cadre d'un protocole technique en cours de discussion. Objectif inavoué de ces documents : freiner l'expansion géographique et numérique de l'espèce.

© C. Joulo

Le «Plan loup 2008-2012» vient d'être présenté dans une version quasi-définitive au Groupe national Loup et au Conseil National de Protection de la Nature. Ce plan fixe les orientations de gestion et les objectifs visés en ce qui concerne la présence du loup en France. Lui est adjoint un protocole qui décline concrètement sur le terrain, les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du plan d'action.

Pour ce qui concerne les secteurs où la population de loup est installée, le projet de plan d'action est globalement correct. En effet, même s'il est parfois bavard et approximatif, même s'il est insuffisamment précis dans certains de ses objectifs ou volontairement confus, même s'il ne nous satisfait pas pleinement, ce plan devrait «permettre» la poursuite de l'installation de la population et sa pérennisation.



## LA CRAINTE DE L'EXPANSION DU LOUP

En adoptant une approche comptable des perspectives d'évolution de l'espèce en France, le plan d'action ouvre par contre des perspectives de frein ou d'empêchement local à l'expansion de la population, dans certains secteurs d'installation possible et «prochaine». Il reprend ici les propositions des inspecteurs Guth et Bracque (cf. encart) puisqu'il est fait état de «territoires inappropriés à son installation» ou de «l'aptitude des zones de colonisation à accueillir une population de loups».

Cette nouvelle approche ouvre sans le dire la voie à un «zonage», avec des territoires où le loup est installé ou pourrait s'installer, et d'autres où ses possibilités d'installation seraient repoussées. Ceci constitue donc le point nodal à faire évoluer dans le projet de plan.

Au vu des effectifs actuels, il est en effet nécessaire et essentiel d'accompagner le développement de l'espèce comme cela s'est passé sur l'arc alpin : phase de colonisation ; déploiement des moyens d'accompagnement ; mise en oeuvre des mesures de protection dans les élevages concernés ; puis autorisation d'effarouchement, et progressivement de tir de défense et -exceptionnellement- de prélèvement. Cet accompagnement, durant trois à quatre ans minimum, peut évidemment être adapté si l'arrivée et l'installation du loup survenaient dans des territoires difficiles et un type d'élevage particulièrement vulnérable. Dans ce cas, des tirs de prélèvement ponctuels pourraient s'envisager.

Mais le plan d'action n'adopte pas cette logique et propose, au contraire, de faciliter les tirs (défense et prélèvement) dès la première année de présence du loup sur un nouveau territoire. Cela est d'ailleurs clairement inscrit dans le projet de protocole, relatif aux opérations de prélèvement pour la période 2008-2009.

## LE ZONAGE DU LOUP N'EST PAS MORT

À la demande du ministère de l'Agriculture et de la Secrétaire d'État à l'Écologie, les deux inspecteurs généraux, Marie-Odile Guth (environnement) et Pierre Bracque (agriculture) ont rédigé un rapport d'évaluation des actions menées par l'État dans le cadre du plan d'action sur le loup 2004-08. Ce rapport «présente les forces et les faiblesses» de ce plan et esquisse des pistes pour préparer le suivant. S'agissant des moyens pour réduire et prévenir les impacts du loup, la fédération partage entièrement les propositions des inspecteurs, notamment l'établissement d'une aide forfaitaire du type «handicap naturel» pour les éleveurs travaillant en zone de présence permanente de loups, proposition qui paraît intéressante à étudier et à tester dans plusieurs départements. A contrario, leurs propositions dérapent lorsqu'il s'agit de gérer l'expansion de l'espèce. Le rapport indique clairement qu'il est des territoires «inadaptés à la présence du loup», dans lesquels «un renforcement du prélèvement rendant le loup inapte à son installation et garantissant un bon niveau de conservation et d'équilibre de la population dans les autres secteurs antérieurement occupés» est nécessaire. L'idée de zonage ressurgit donc ici de manière insidieuse mais nette, alors qu'elle est inacceptable tant du point de vue socio-économique (quels éleveurs accepteraient d'être en territoire de cohabitation avec l'espèce tandis que d'autres seraient non concernés ?) que du point de vue biologique (les possibilités d'installation de l'espèce n'étant pas scientifiquement «zonables»).

Fermement opposée à un quelconque zonage, FNE demande au gouvernement de faire preuve de responsabilité, en assurant une meilleure anticipation de l'expansion du loup et en mettant à disposition des moyens spécifiques dans les départements où de nouvelles zones de présence du loup sont prévisibles.

## LES INQUIÉTANTES ARDEURS «RÉGULATRICES» DU PROTOCOLE

Si le nouveau protocole paru au Journal officiel du 20 juin 2008 reprend globalement les mesures des années précédentes (avec un quota de six individus) et conditionne les possibilités de tirs à la mise en oeuvre préalable de mesures de protection, il renforce les pouvoirs du préfet, sur qui repose une série de décisions et de possibilités d'interprétations en matière de tirs de défense comme de tirs de prélèvements.

Ainsi le préfet est chargé de déterminer les situations où les moyens de protection des troupeaux sont impossibles à mettre en oeuvre ou inopérants, sans être contraint par une évaluation préalable sérieuse des dispositifs existants et des diagnostics de vulnérabilité par unité pastorale.



© C. Joulot

De même, le préfet peut décider des armes utilisables pour les tirs de défense, alors que ce choix relevait jusqu'à présent du niveau national.

Cette disposition, à aucun moment demandée par les représentants agricoles, ouvre clairement la voie à l'utilisation d'armes à canon rayé réclamée par certains préfets, transformant le tir de défense auprès du troupeau (effarouchement, blessure difficile, tir létal quasi impossible) en un tir de régulation. L'emploi d'une arme efficace de plus longue portée change complètement cet élément du dispositif, de même qu'il peut poser de sérieux problèmes de sécurité pour les autres usagers des espaces naturels.

Il est clair qu'un tel changement de logique va à l'encontre de l'esprit de compromis avec lequel notre fédération s'est investie dans l'élaboration et les groupes de travail du prochain «Plan d'action loup».

D'autre part, comme souligné précédemment, le protocole prévoit des possibilités de tirs de défense ou de prélèvement dans les territoires de colonisation récente (c'est-à-dire partout en dehors des zones de présence permanente). Cette disposition change totalement la politique suivie jusqu'à présent. Sans attendre que le loup soit installé, sans laisser le temps à des dispositifs de protection des troupeaux efficaces de se mettre en place, la possibilité des tirs de défense, voire de prélèvement, est directement ouverte en zone de colonisation. Alors que pour ces territoires, nous préconisons comme toujours l'anticipation (échanges d'expériences, formations, crédits d'urgence), la mise en œuvre de moyens de protection avec accompagnement des éleveurs et, en cas extrême, la possibilité encadrée de moyens d'effarouchements.

Au final, la France ne semble pas vouloir sortir d'une position défensive à l'égard du loup. Après plus de quinze ans de présence du prédateur, il serait temps de s'engager durablement dans des solutions actives et novatrices. Les nouvelles orientations prises n'en prennent pas le chemin.

## ET PENDANT CE TEMPS, LE LOUP GAGNE DU TERRAIN

Le loup poursuit son travail de colonisation hors des Alpes. Début mai, la découverte d'un cadavre de chevreuil sur un des versants du Ventoux (Vaucluse) a permis de révéler la présence du loup dans ce massif. L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage a conclu que face aux blessures portées au chevreuil, la « responsabilité du loup était retenue ».

Au printemps, la présence du loup avait été confirmée dans le Tarn et dans le Cantal. Des rumeurs non étayées parues dans la presse régionale ont fait état récemment de la présence du loup dans le Haut Doubs.



© Ludovic Julien

## RELAXE DU CHASSEUR QUI A ABATTU CANNELLE : FNE FAIT APPEL

Après deux ans d'instruction et une semaine de procès, le Tribunal correctionnel de Pau a relaxé, le 21 avril dernier, le chasseur qui en 2004 avait abattu Cannelle, dernière ourse de souche pyrénéenne. Il est à noter que, dans son délibéré, le juge a relevé que l'État détenait une part de responsabilité puisqu'il a été défaillant dans son rôle de protecteur des ours, alors même qu'il avait les moyens d'interdire la chasse dans les zones de présence des femelles accompagnées de petits. C'est ainsi que, début mai, FNE a demandé par courrier au préfet coordinateur du dossier ours de mettre en œuvre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des ours vis-à-vis des activités cynégétiques, en instaurant par exemple des zones sans chasse. Dans le même temps, après consultation des associations des Pyrénées, FNE et ces dernières ont décidé de faire appel.



# LE BLAIREAU ET L'HOMME : POUR UNE COHABITATION PACIFIQUE

par **Dominique PY**,  
responsable du réseau *faune sauvage*  
de FNE.

Le blaireau n'est pas une espèce qui cause de graves problèmes aux activités humaines, et des solutions existent pour prévenir les dégâts, ou les ramener à un niveau acceptable, sans recourir à des méthodes radicales de destruction.

© Denis-Richard Blackburn

Le blaireau est présent sur presque tout le territoire français, mais il est rare de l'observer dans la nature, car il ne sort de son gîte qu'à la tombée de la nuit. De jour, c'est la découverte d'une entrée de terrier, abritée sous un arbre ou dans une haie, qui suggère la présence de cet animal discret. Cette vie nocturne et souterraine a valu au blaireau une mauvaise réputation, colportée au fil des siècles, qui lui a longtemps causé du tort. Il a été considéré, avec les autres « puants », comme une espèce qu'il fallait détruire à tout prix. Cette vision a heureusement évolué, depuis que les nombreuses observations et recherches menées sur cet animal ont permis de mieux le connaître et de réviser les idées reçues à son sujet.

Pour autant, le voisinage du blaireau avec l'homme n'est pas toujours aisé. Accusé de transmettre la rage, partageant de surcroît son terrier avec le renard, il a fait les frais de campagnes de destruction par le gaz et le poison. On lui reproche de provoquer des dégâts dans les céréales, ou d'occasionner une gêne en creusant des galeries. Cependant, l'éradication ou la destruction ne sont plus des réponses acceptables aux problèmes posés par la faune sauvage, d'autant que le blaireau provoque peu de nuisances et que sa situation n'est pas florissante. L'expansion urbaine, les modifications du paysage et les dérangements de toute sorte ont conduit l'animal à se réfugier dans les derniers habitats préservés, où il n'est toutefois pas à l'abri de la chasse ou de la mortalité routière.

Comment réussir à cohabiter sans dommages avec le blaireau ? La brochure réalisée par France Nature Environnement, avec la collaboration de plusieurs spécialistes de l'espèce, cherche à proposer des solutions. Elle fait le point des connaissances récentes sur la biologie du blaireau et apporte des réponses aux questions les plus souvent posées à son sujet. Elle s'adresse à tous les acteurs de la nature et du monde rural concernés par la présence de cet animal. Une réédition de cette brochure vient de paraître, enrichie d'informations sur le recensement des populations et la manière de réaliser un affût.

Pour commander la nouvelle brochure « *Le blaireau et l'homme – Pour une cohabitation pacifique* » veuillez nous contacter à l'adresse [loup@fne.asso.fr](mailto:loup@fne.asso.fr). La brochure est gratuite, mais une participation aux frais d'envoi sera néanmoins demandée.

## COUPS DE POUCE POUR LE BLAIREAU

Au niveau national, l'espèce ne semble pas menacée actuellement, mais certaines populations locales plus fragiles nécessitent que l'on s'efforce de les préserver. Tous les acteurs du monde rural, notamment les agriculteurs et les forestiers, peuvent y contribuer en adoptant des pratiques respectueuses de cet animal. Là où elle s'exerce, la chasse doit s'exercer de manière responsable, veiller à ne pas mettre en péril les populations en adaptant la pression de chasse aux effectifs et en ménageant des périodes de repos à la faune. Enfin, les moyens permettant de limiter la mortalité du blaireau par collision routière, qui ont démontré leur efficacité chez nos voisins, demandent à être davantage mobilisés en France.

« Au-delà des discours convenus sur le développement durable, « Biùtiful Cauntri » montre les résultats concrets d'un développement insoutenable : pollution, intérêts financiers, misère et désolation.

France Nature Environnement soutient haut et fort ce documentaire par solidarité avec ces habitants et ces militants environnementalistes de Campanie. La lutte qu'ils mènent dans le sud de l'Italie, ce sont aussi les combats de nombreux militants du réseau FNE menés au quotidien pour préserver les habitats naturels, promouvoir une économie moins impactante sur l'environnement et des territoires moins « spécialisés ».

Ici, dans la région de Naples, la « spécialité » c'est de déposer des déchets n'importe où, n'importe comment, au mépris de la réglementation et des humains qui vivent là.

Montre-moi tes déchets, je te dirai comment tu vis. Montre-moi comment tu traites ces déchets, je te dirai quelles sont tes valeurs. »

Bruno Genty,  
responsable du pôle Industrie-déchets de FNE

sortie nationale :  
**16 juillet**

# biùtiful cauntri

Un documentaire de  
ESMERALDA CALABRIA  
ANDREA D'AMBROSIO  
PEPPE RUGGIERO

## voir Naples et mourir...



Réalisation: ESMERALDA CALABRIA - ANDREA D'AMBROSIO - PEPPE RUGGIERO / Production: LIONELLO CERRI / Idée et scénario : ESMERALDA CALABRIA - ANDREA D'AMBROSIO - PEPPE RUGGIERO / Image : ALESSANDRO ABATE / Montage : ESMERALDA CALABRIA / Musique : VALERIO LUPO FAGGIONI - GUIDO ZEN / La chanson "IN CAMPANIA" composée par PARANZA VIBES / Son en prise directe : DANIELE MARANIello / Montage son : MARTA BILLINGSLEY - BRUCE MORRISON / Mixage : FRANCESCO CUCINELLI - PAOLO SEGAT / Régie : DOMENICO CUSCINO / Production : LUMIÈRE & CO.

